

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 5 FÉVRIER 1924.

---

Proposition de loi complétant la loi du 11 octobre 1919 relative à la résiliation et à la revision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre (1).

---

## RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. VAN CAENEKEN.

---

MESSIEURS,

Dans sa réunion du 6 décembre 1923, la Commission spéciale, chargée de l'examen de la présente proposition de loi, adopta celle-ci à l'unanimité des membres présents.

Nous croyons utile de vous rappeler les différentes phases d'évolution et d'évoquer les vives discussions que suscita la loi en question, ainsi que les controverses auxquelles donna lieu l'application des arrêtés royaux pris en exécution de cette loi.

Non pas dans l'intention de rouvrir un débat au sujet des questions de principe (droit commun, rétroactivité et légalité d'application) soulevées soit par la loi même, soit par les arrêtés royaux y relatifs, mais bien à l'effet de faire comprendre à la Chambre l'importance et surtout l'urgence de la proposition actuelle, dont le but est de mettre fin à une situation intolérable et dangereuse, sinon pour le public qui se dit exploité, du moins pour certaines finances communales atteintes dans des proportions que le législateur ne peut tolérer plus longtemps.

1° Le 16 juillet 1919, la Chambre vota en première lecture, une loi relative à la résiliation de certains contrats conclus avant la guerre. Elle était sans portée pour les concessionnaires des services d'éclairage;

2° Lors du vote en seconde lecture, la Section centrale, sous forme d'amendement, présenta un article 7 nouveau, par lequel les susdits concessionnaires

---

(1) Proposition de loi, n° 255 de 1922-1923.

(2) La Commission était composée de MM. CARTON DE WIART, président, CLAES, HALLET, MARCK, PIERCO, SOUDAN, UYTROEVER, VAN CAENEKEN et WAUWERMANS.

pourraient, à certaines conditions, obtenir une majoration *momentanée* des taux de péage contractuels. Cet amendement voté par la Chambre, en première lecture, fut rejeté en seconde lecture.

3° Le Sénat y introduisit un amendement ainsi conçu : « Dans tous les cas, cette majoration momentanée des taux de péage, devra être *proportionnelle à l'augmentation des charges* ». Cet amendement forme l'alinéa 2 de l'article 7 lequel, ainsi amendé, fut enfin admis par la Chambre.

Mais l'expérience de plus de trois ans, a prouvé que cet alinéa reste sans efficacité. En effet, la majoration du taux de péage n'est *ni momentanée ni proportionnelle* à l'augmentation des charges.

L'alinéa 3 final ajoute : « Il sera statué par le Gouvernement sur la demande du concessionnaire, celui-ci et l'autorité concédante entendus, après recours à tels experts que de conseil ».

Cet alinéa présente une *grave lacune* en ce que, de l'aveu de M. le Ministre de l'Intérieur, avec rappelé dans l'Exposé des motifs, il constitue entre les mains du concessionnaire un pouvoir juridictionnel, et fait force de chose jugée, alors que l'autre partie, le concédant, n'a pas même droit à un recours. La présente proposition, dans l'esprit de ses auteurs, a pour but de combler la lacune et, partant, d'assurer dans l'équité et l'égalité, l'efficacité de la loi.

4° Plusieurs arrêtés royaux furent pris en exécution de la loi du 11 octobre 1919.

Un premier arrêté, daté du 13 février 1920, non applicable à l'éclairage public décida que, à titre provisionnel : a) les prix du gaz seraient augmentés rétro-activement de :

|                                                                     |     |                              |
|---------------------------------------------------------------------|-----|------------------------------|
| 25 centimes au mètre cube à partir du 1 <sup>er</sup> décembre 1918 |     |                              |
| 35 id.                                                              | id. | 1 <sup>er</sup> juin 1919    |
| 42 id.                                                              | id. | 1 <sup>er</sup> octobre 1919 |

b) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1920, les taux de péage seraient majorés de 32 centimes au mètre cube, sans que le prix ainsi majoré, puisse dépasser 45 centimes.

Un second arrêté, daté du 2 mars 1920, régla les prix de l'électricité comme il suit :

|                                                                         |     |                               |
|-------------------------------------------------------------------------|-----|-------------------------------|
| 65 centimes du kilowatt-heure à partir du 1 <sup>er</sup> décembre 1918 |     |                               |
| 85 id.                                                                  | id. | 1 <sup>er</sup> février 1919  |
| 95 id.                                                                  | id. | 1 <sup>er</sup> novembre 1919 |
| 1 franc                                                                 | id. | 1 <sup>er</sup> janvier 1920  |

Un troisième arrêté royal décida de la création de commissions techniques qui auraient pour but de « rechercher s'il y avait lieu, et dans quelle mesure, de majorer le taux de péage contractuel, tant pour le gaz que pour l'électricité ».

5° L'arrêté royal du 16 novembre 1920 fait connaître le rapport officiel du Comité technique pour l'établissement du prix de gaz. Ce rapport propose :

1. De rendre définitives les majorations fixées à titre provisionnel par l'arrêté royal du 13 février 1920;

## 2. D'appliquer une majoration du prix du gaz.

Cette majoration du prix au mètre cube de gaz de houille fabriqué directement par les usines, peut être calculée d'après la formule suivante :

$$M = 0.0024 (C - c) + 0.09 (S - s).$$

Pour l'électricité, l'augmentation sera établie par la formule

$$M = 10 + P + 0.75 r.$$

Nous expliquerons ci-après et discuterons ces deux formules.

D'autres formules de tarification ont fait l'objet des arrêtés royaux du 15 décembre 1920, 17 février, 19 avril et 7 mai 1921.

6° Tous ces arrêtés, ayant pour objet direct ou indirect l'application des formules techniques, sont restés en vigueur jusqu'à la publication de celui du 17 novembre 1923, lequel décida que, en raison de la notable amélioration de la qualité des charbons distillés, les prix du gaz seraient réduits de 2 %, de 5 % ou de 10 %, suivant qu'il s'agit d'usines dont la production directe ne dépasse pas annuellement 1,500,000 mètres cubes ou qu'il s'agit d'exploitations dont la production est inférieure à 3 millions de mètres cubes ou supérieure à cette quantité.

Les effets de l'application de ces divers arrêtés royaux, pris en exécution de l'article 7 de la loi du 11 octobre 1919, ont conduit à des taux de péage exagérés qui se traduisent :

- a) En faveur des sociétés concessionnaires, par des bénéfices anormaux et, partant, à des hausses considérables de leurs titres en bourse ;
- b) Au dépens des autorités concédantes, par un état de mécontentement général dans l'opinion publique et des budgets qui, comparativement à la situation d'avant guerre, sont grevés en dehors de toute proportion saine.

### Bénéfices exagérés.

La comptabilité de la régie intéressée de Schaerbeek, Saint-Josse et Bruxelles accuse, pour l'exercice 1922, un bénéfice brut de 6,289,000 francs pour un capital investi de 13,815,000 francs.

Un calcul comptable d'un technicien éprouvé, M. Dandois, montre que, si la régie avait appliqué les tarifs de la formule gouvernementale, elle aurait réalisé un bénéfice net de 5,783,000 francs, soit environ 42 % du capital investi; elle eut pu distribuer, à titre de dividende, 60 %, du capital-action utilement engagé.

Le bénéfice réalisé par mètre cube de gaz fourni, atteint fr. 0.245 sur un prix de vente de fr. 0.515, c'est-à-dire 48 %. Ce résultat ne constitue pas un cas isolé.

La régie du gaz de Saint-Gilles accuse un bénéfice brut de 2,468,100 francs.

Par l'application à la formule gouvernementale elle eut réalisé un bénéfice net de 2,079,800 francs pour la vente de 9,758,500 mètres cubes de gaz, soit fr. 0.21 au mètre cube pour un prix de vente = fr. 0.515 c'est-à-dire 40 %.

Nous pourrions multiplier les exemples, voire même généraliser, sauf à tenir compte de rares exceptions qui n'infirmant pas la règle générale.

Nous regrettons que le Département de l'Intérieur n'ait pu nous mettre en possession des renseignements, demandés dans le but de compléter cette étude; les bilans et tous autres éléments intéressants n'ont pu nous être communiqués.

Ces « brillants » mais facilités résultats financiers de ces sociétés d'éclairage ont naturellement eu leur répercussion sur les valeurs cotées en bourse.

Nous apprenons, par l'« Argus Financier » du 11 décembre 1923, que la « Société Générale belge d'Entreprises électriques » a vu passer ses parts de la valeur de 650 francs, en 1914, à 4,450 francs en décembre 1923; l'« Intercommunale belge d'Électricité » passe de 320 francs à 13,500 francs; l'« Electricité Nord de la Belgique », de 460 francs à 5,780 francs. Le 16 janvier 1924, les valeurs de 500 francs nominales de « Lumière et Force motrice S. Ost » cotaient 3,050 francs; « Éclairage et Chauffage par le Gaz » aux valeurs nominales de 500 francs, cotaient 2,505 francs.

Si, pour certaines d'entr'elles, ces valeurs sont partiellement dues à la spéculation, il n'en est pas moins vrai que ces résultats ne sont atteints que grâce à des bénéfices que nous qualifierions d'usuraires, si, tant pour le gaz que pour l'électricité, ils n'étaient obtenus par l'application de formules légales, quoique manifestement erronées.

Les erreurs sont en effet péremptoirement démontrées par les résultats que nous venons d'énumérer.

Nous nous proposons, à titre de confirmation, de le démontrer mathématiquement.

La majoration du gaz :

$$M = 0.0024 (C - c) + 0.09 (S - s)$$

ne dépend, d'après cette formule, que de deux variables : le prix du charbon étalon et le salaire horaire des ouvriers de four. Rigoureusement cela est inexact; pratiquement, du moins entre certaines limites, cela est admissible.

C représente le prix actuel de la tonne du charbon étalon.

c le prix du charbon étalon en 1914.

S le salaire horaire actuel.

s le salaire horaire en 1914.

Cette formule a été établie rapidement en 1920 par un comité technique spécial dont l'honorabilité et la compétence ne peuvent être contestées.

Mais les formules, dressées sous l'influence des circonstances de 1920, en l'absence d'éléments suffisants pour établir une formule générale qui, en tout temps, lieu et circonstance puisse s'appliquer à toutes les catégories de sociétés comme à tous les systèmes d'exploitation, devait fatalement conduire à des surprises ou à des mécomptes.

Les deux variables de la formule, le prix de revient du charbon et le salaire horaire, sont affectées chacune d'un coefficient fixe. C'est là à notre avis que git

l'erreur. En effet, le rapport technique dit que le coefficient du facteur charbon, est établi en tenant compte :

- 1° De l'influence de la vente des sous-produits;
- 2° De l'augmentation des frais d'entretien et d'exploitation;
- 3° De l'augmentation des charges financières.

L'hypothèse de la proportionnalité des deux derniers éléments à la variation du prix du charbon peut se soutenir pour un cas particulier et dans des circonstances déterminées comme par exemple en 1920, mais certes pas dans la situation actuelle ni pour la majorité des cas. Voilà *une première erreur* contenue dans le coefficient fixe.

Une seconde erreur probable — du moins dans la situation actuelle, et d'après le rapport De Loof, cité ci-après — provient de l'affirmation du Comité technique, disant que les salaires auraient augmenté dans des proportions plus fortes que le charbon. Nous voyons en effet que déjà en juillet 1920, le prix du charbon, dont la valeur en 1914 était de 24 francs à la tonne rendue, s'élevait à 128 francs, soit cinq fois et un tiers de plus qu'en 1914, alors que la proportion des salaires aux mêmes dates, était de  $\frac{2.00}{0.50} = 4$

En 1923, ces proportions se sont élevées respectivement à sept pour le charbon et à cinq pour les salaires.

Une troisième erreur, dont les effets pèsent particulièrement sur les finances communales et surtout sur l'esprit de certains contrats d'avant-guerre, consiste à appliquer une même augmentation de tarifs à tous les consommateurs indistinctement et quelque soit la destination du gaz : éclairage public, force motrice, usage industriel, chauffage ou éclairage privé.

L'erreur est surtout manifeste lorsque l'on considère les rapports des prix de l'éclairage public à ceux de l'éclairage privé d'une part avant, d'autre part après la guerre (voir gros traits noirs du diagramme inférieur).

En effet, les contrats que nous avons pu consulter, ont été conclus à la condition d'avantages notables à l'éclairage public, comparativement à l'éclairage privé.

Certains d'entre eux garantissent même la gratuité de l'éclairage public; d'autres accordent des réductions de 60 %, 70 %, 80 %. C'est ainsi que, d'après un rapport communal, l'éclairage public était assuré à Ixelles par des prix forfaitaires applicables à chaque type de lanterne; prix dont le montant total au mètre cube du gaz, ferait ressortir celui-ci à fr. 0.0376, alors que l'éclairage privé revenait à 14 centimes au mètre cube.

Il est évident que le concessionnaire a établi ces taux contractuels en tenant compte des proportions des consommations du gaz à fournir à ses divers clients, avec la certitude que les pertes subies sur l'éclairage public, fût largement compensée par les bénéfices réalisés sur l'éclairage privé et sur les fournitures de gaz à usage industriel.

Ne perdons pas de vue que les réductions accordées à l'éclairage public, d'ailleurs pleinement justifiées en tant qu'indemnités indirectes pour la location de la voirie publique, constituent une des conditions de principe des contrats d'éclairage.

Or, l'application de la formule gouvernementale les réduit à néant.

Il est en effet aisé de démontrer (voir digramme II) que, du moment où le prix du charbon atteint 50 francs à la tonne et le salaire horaire fr. 1.25, le tarif actuel de l'éclairage public dépasse largement le prix de revient du gaz. Dès lors, il est permis d'affirmer que la formule gouvernementale démolit les bases contractuelles.

Nos conclusions, qui conviennent la Chambre à l'adoption de la présente proposition de loi, sont corroborées par les constatations suivantes :

a) Certaines sociétés devançant l'obligation légale, ont, de gré à gré, revu le contrat et présenté aux autorités concédantes, en échange d'une prorogation de concession, des conditions bien plus favorables que celles résultant de la formule gouvernementale. Tel est le cas pour Etterbeek, Anderlecht, Auderghem, Molenbeek-Saint-Jean, etc. ;

b) L'arrêté royal du 17 novembre 1923 oblige les concessionnaires à une ristourne de 2 %, 5 % ou 10 %, suivant l'importance des usines intéressées.

La qualité du charbon invoqué par cet arrêté semble n'être qu'un prétexte, non un mobile. Cet arrêté est visiblement inspiré par la constatation que les bénéfices réalisés ne sont plus proportionnels aux charges et, partant, ne sont plus compatibles avec l'alinéa 2 de l'article 7 de la loi du 11 octobre 1919.

#### **Prix de revient du gaz d'éclairage.**

Nous basant sur les données du rapport adressé à l'administration communale de Malines, par M. R. De Loof, ingénieur spécialiste et ancien directeur des usines à gaz d'Alost et de Malines, rapport qui n'a pas été contredit jusque ce jour, le prix de revient du mètre cube de gaz pouvait, en 1920, s'établir comme suit :

Prix du charbon rendu : 128 francs à la tonne. Dont à soustraire :

|                                                    |                   |
|----------------------------------------------------|-------------------|
| a) Pour la vente du coke . . . . .                 | 62 francs.        |
| b) Pour la vente du goudron . . . . .              | 5 id.             |
| c) Pour la vente du sulfate d'ammoniaque . . . . . | 8 id.             |
| <b>TOTAL.</b> . . . fr.                            | <b>75 francs.</b> |

D'où le prix de revient net d'une tonne de houille = 53 francs donnant, au minimum, 270 mètres cubes de gaz d'éclairage.

Le facteur charbon intervient donc dans la fabrication pour  $\frac{53}{270} = 20$  centimes au mètre cube.

Le facteur salaire, pour fr. 0.115 au mètre cube.

Les frais généraux et d'administration pour fr. 0.045 au mètre cube. Au total, abstraction faite des frais d'amortissement et des bénéfices normaux : 36 centimes au mètre cube.

Or, le prix de vente, obtenu par l'application de la formule gouvernementale,

s'élève à fr. 0.525 au mètre cube. Il en résulte un bénéfice net de fr. 0.165 au mètre cube. Ce résultat permettait, en 1920, à une usine d'importance moyenne, d'assurer un dividende de plus de 25 % au capital industriellement engagé.

En analysant la formule gouvernementale, ce résultat était à entrevoir en 1921. Et cependant, quoique ces bénéfices réalisés par l'exploitation d'un service public nous parussent exagérés, nous inclinons à croire que le public les eut tolérés par la suite, si la hausse persistante des prix du charbon n'eût péremptoirement démontré que l'anomalie s'accroît dans les mêmes sens et proportion que cette hausse.

Comme nous le montrent les résultats de Schaerbeek et de Saint-Gilles, cette situation s'aggrave au dépens de l'abonné et surtout de la caisse communale laquelle, comme celle d'Ixelles, est grevée dans des proportions intolérables : 1083 % d'augmentation ! Cette augmentation constatée, concorde exactement avec le diagramme n° 2, joint au présent rapport.

Les calculs précédents, comme les diagrammes appliqués à la situation actuelle, conduisent aux résultats suivants :

Le prix de revient net du mètre cube de gaz d'éclairage, ne dépasse pas 40 centimes alors que, par l'application de la formule légale, le prix de vente monte à 68 centimes.

D'où un bénéfice net de 28 centimes au mètre cube soit 70 %. Il est vrai que depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 17 novembre 1923 ce bénéfice se réduit à 24 centimes, soit 52 % sur le prix de revient.

Ce résultat, surtout pour un service public, est encore exagéré. Il est certes incompatible avec l'esprit de la loi en vigueur, les bénéfices n'étant pas en rapport avec les charges.

Le calcul et les graphiques, confirmant l'expérience, prouvent donc que, malgré l'arrêté royal du 17 novembre 1923, la situation reste anormale.

Toutefois, la thèse de dessaisissement soutenue par l'honorable M. Carton de Wiart, alors Ministre de l'Intérieur, thèse rappelée par l'Exposé des motifs, paralyse juridiquement les autorités concédantes éventuellement lésées.

Les deux parties en effet, ne jouissent pas de l'égalité juridictionnelle.

C'est la raison d'être de la présente proposition de loi.

Il nous paraît également regrettable de devoir constater que l'augmentation des bénéfices, accusés par l'application d'une formule légale, est surtout influencée par la hausse du prix du charbon et bien moins par l'augmentation du salaire horaire.

En effet, une hausse actuelle de 10 % du prix du charbon, donnerait lieu à une majoration légale de 6.4 % du prix de vente du gaz, alors qu'une augmentation de 10 % du salaire horaire n'amènerait que 3.7 % de majoration légale dans le prix de vente du gaz.

Nous concluons : La formule de majoration est erronée, dans ses applications *actuelles*, et les erreurs, favorables aux concessionnaires, s'amplifient en raison directe du prix du charbon.

Cette conclusion est représentée par les lignes supérieures des deux graphiques joints à ce rapport.

Quoique notre mission de rapporteur ne nous en ait pas directement chargé nous nous permettons de *suggérer* comme résultat de données techniques et financières, la formule de majoration suivante :

$$M = 0.0016 (C - c) + 0.08 (S - s).$$

Appliquée dès le début, elle eut conduit aux prix des gaz suivants :

En 1921 et 1922 : 41 centimes au lieu de 51 centimes pour un prix de revient = 30 centimes (en moyenne).

Au début de 1923 : 49 centimes au lieu de 62 centimes pour un prix de revient = 38 centimes (en moyenne).

Actuellement : 52 centimes au lieu de 68 centimes pour un prix de revient = 40 centimes (en moyenne).

(Ce dernier prix est réduit à 61 centimes, grâce à l'application de l'arrêté royal du 17 novembre 1923.)

De plus cette formule aurait intéressé à titre égal, la hausse du charbon et l'augmentation des salaires.

L'allure du diagramme résultant, montre d'ailleurs que les objections que nous venons de faire valoir contre la formule gouvernementale, ne pourront être invoquées contre notre formule, à moins de modifications très profondes dans notre situation économique.

Il nous a paru intéressant de représenter graphiquement les variations des prix de revient et de vente des gaz et de les comparer aux taux contractuels tant pour l'éclairage privé que pour l'éclairage public.

Les indications sont suffisamment parlantes pour pouvoir se passer de toute explication complémentaire : la couleur rouge représente le prix de revient, la couleur verte le bénéfice normal, la couleur bleue le bénéfice exagéré (exagéré surtout parce qu'il s'agit d'un service public).

### L'Éclairage électrique.

La formule gouvernementale du prix de vente du courant électrique — mesuré au compteur et fourni par une centrale à vapeur — s'exprime en centimes au kilowatt-heure par la formule générale.

$$P_n = P_a + 10 + P + 0.75 r.$$

$P_a$  représente le taux contractuel (en moyenne 50 centimes).

$P$  le prix de revient en francs de la tonne de charbon (type IV ou assimilable).

$r$  = le rapport entre les tarifs de transport minima d'après et d'avant guerre.

Il est évident que cette formule, censément applicable à certains cas particuliers et dans une circonstance déterminée, pêche par excès d'empirisme, pour ne tenir

compte que d'une seule variable : le prix du charbon (le facteur  $x$  est quasi négligeable), qui n'est d'ailleurs pas le facteur le plus important du prix de revient du courant électrique.

Excès d'empirisme : en effet, si le prix du charbon est ramené à celui d'avant guerre (16 francs à la tonne), le prix de l'électricité ne descendra pas en dessous de 77 centimes au kilowatt-heure, alors que le prix d'avant guerre ne dépassait pas 50 centimes au kilowatt-heure.

Si même le charbon est livré gratuitement, l'abonné paiera à l'avenir, pour son éclairage, 0.55 centimes au kilowatt-heure, en tenant compte de l'arrêt royal du 27 novembre 1923. Mais si le charbon est à 100 francs et à 200 francs la tonne, le tarif de l'éclairage privé monte respectivement à fr. 1.56 et à fr. 2.60 au kilowatt-heure.

L'éclairage électrique par les grandes centrales thermiques est d'origine trop récente que pour pouvoir déterminer avec certitude l'importance et la proportion des divers éléments qui influent sur son prix de revient. Mais il est, dès à présent, indiscutable que des facteurs, autres que le prix du charbon, jouent un rôle important dans la détermination du prix unitaire du kilowatt-heure ; tels les frais d'entretien et d'exploitation du réseau, les charges financières et administratives.

Or, dans la formule gouvernementale, tous ces facteurs sont censés compris dans le terme  $P$  et, partant, sont estimés être proportionnels à ce terme. Il semble en être de même de la rémunération des capitaux investis.

Ceci n'est certes pas admissible à moins que de soutenir la thèse que, alors que les intérêts des fonds d'État n'ont pas doublé depuis 1914, les capitaux privés — même s'ils sont engagés dans l'exploitation d'un service public — doivent assurer des dividendes proportionnels à la hausse du charbon.

Si l'influence de certains facteurs sur le prix de revient du courant électrique provenant des grandes centrales est encore insuffisamment déterminée, il n'en est pas de même du facteur charbon, dont l'influence directe peut parfaitement être établie.

En effet une turbine à vapeur moderne, en tant que génératrice-transformatrice de l'énergie calorifique en énergie électrique, ne consomme pas plus de 2 kilogrammes de charbon (transformation indiquée et théorique : 750 grammes par cheval-vapeur) par kilowatt-heure. C'est dire que le facteur charbon intervient dans les frais de production, à raison de 20 centimes du kilowatt-heure, le charbon étant supposé rendu à 100 francs la tonne.

Mais la formule légale permet de le vendre à fr. 1.56 au kilowatt-heure.

La somme de tous les autres facteurs du prix de revient trouverait ainsi comme couverture :  $1.56 - 0.20 =$  fr. 1.36 par kilowatt-heure vendu.

Or, l'électrification de la province de Limbourg nous apprend qu'une centrale électrique de 10,000 kilowatt de puissance, destinée à desservir tout le réseau provincial, aménagé dans les conditions très onéreuses d'après guerre et dans une province à clientèle éparpillée, absorberait un capital de 50 millions de francs (chiffres ronds).

Dans l'hypothèse normale d'une proportion de 20 % à récupérer annuellement sur ce capital engagé (il ne comporte pas de capitaux industriels) en couverture

des intérêts, amortissements, frais d'exploitation et d'administration, charges financières et bénéfices nets, on suppose une recette brute de 10,000,000 de francs par an.

Il suffirait donc que la centrale marche à pleine charge pendant

$$\frac{10,000,000}{1.36 \times 365 \times 10,000} = 2 \text{ heures par jour}$$

pour que l'exploitation soit convenablement rémunératrice.

Mais nous pourrions établir par un calcul analogue que, les conditions d'avant-guerre revenues, la marche à pleine charge devrait être assurée pendant environ cinq heures par jour pour que l'exploitation donne un bon rendement financier.

Alors que, les situations économiques s'aggravant par exemple jusqu'à porter le prix du charbon à 200 francs la tonne, il suffirait d'une marche en pleine charge de cinq quarts d'heure par jour pour que ce résultat soit atteint. Voilà, confirmé par un calcul — un peu élémentaire il est vrai — notre thèse : « l'anomalie s'aggrave au fur et à mesure de la hausse du charbon; voilà pourquoi la loi existante doit être complétée ».

Nous n'ignorons pas que l'importance d'une telle centrale influence favorablement le prix de revient du courant électrique; mais cela n'empêche que la petite centrale communale de Tongres vendait le courant à 1 franc le kilowatt-heure alors que l'application de la formule légale en autorisait la vente à fr. 1,35 au kilowatt-heure.

Les concessionnaires de l'éclairage électrique invoquent l'importance économique de l'industrie électrique et son énorme influence sur l'économie générale du pays. Certes, mais cela ne justifie pas en ce moment les bénéfices toujours croissants au grand dam de l'abonné et de la caisse communale, et au détriment des rentes de l'État dont la consolidation ne s'impose pas moins aux concessionnaires qu'aux autres citoyens.

Les concessionnaires font valoir que, alors que le coefficient de cherté monte à 460, les index du prix du gaz ne dépassent pas 370 et que ceux de l'électricité restent inférieurs à 300. Cet argument n'est pas pertinent pour démontrer que les index du prix de gaz doivent être proportionnels à ceux des prix de détail.

En effet, personne ne croira que, pour faire plaisir à l'abonné, le concessionnaire consentira de plein gré, une réduction de 90 % pour le gaz, de 160 % pour l'électricité.

Dès lors, vu les brillants résultats financiers déjà signalés, il faut examiner si les coefficients d'augmentation 370 et 300 ne sont pas exagérés.

Le rapport des index du gaz à ceux des prix de détail prouvent simplement que ce dernier ne peut-être admis comme critérium du premier.

Tous ces calculs peuvent paraître unilatéraux par défaut de données contradictoires mais, confirmés par les résultats contrôlables, ils nous permettent de tirer, pour l'électricité (quoique de façon moins absolue), les conclusions analogues à celles auxquelles nous ont amenés les taux légaux, consacrés par la formule « gaz » : de l'égalité des effets il est permis en l'occurrence, de conclure à l'identité des causes.

Nous estimons qu'une formule générale de majoration n'est pas admissible pour tout le pays ni pour toutes les circonstances.

### CONCLUSIONS.

Toutefois il a paru à votre Commission que le but poursuivi par ses auteurs, MM. Buyl et consorts, pourrait être atteint :

1° En conférant à chacune des parties en présence, concessionnaire et concédant, le droit d'initiative, droit qui n'est accordé par la loi actuelle qu'au concessionnaire seulement;

2° En obligeant le Gouvernement à prendre, préalablement à ces décisions, l'avis d'un collège de trois experts, dans lequel chacune des parties en présence compterait un délégué;

3° En permettant au concessionnaire et au concédant de défendre leurs intérêts devant ce collège, soit par eux-mêmes, soit par l'organe de techniciens et de juristes.

Pour arriver à ce résultat, votre Commission suggère d'apporter à la proposition de loi les modifications suivantes :

a) Le dernier alinéa de l'article 7 de la loi du 11 octobre 1919 est abrogé et remplacé par le suivant :

« De son côté le pouvoir-concédant pourra, en vue d'obtenir une diminution des taux de péage, demander la révision de la résolution du Gouvernement, qui a accordé au concessionnaire une majoration momentanée de ces taux.

» Il sera statué par le Gouvernement sur la demande en revision introduite par le concessionnaire ou par le pouvoir concédant, après qu'il aura pris obligatoirement l'avis d'un collège d'experts; celui-ci sera composé de trois membres, l'un désigné par le concessionnaire, le second par le pouvoir concédant et le troisième par le Gouvernement. Les parties en cause auront le droit de se faire entendre par le dit collège ou de se faire représenter devant lui par des techniciens ou des jurisconsultes. »

b) L'article 8 proposé est limité à ses deux derniers alinéas modifiés comme suit :

« ART. 8. — Les tarifs en vigueur au moment de la demande en revision dont il est question l'article 7, seront appliqués à titre provisionnel, à partir de la date de l'accusé de réception par le Gouvernement de la dite demande.

» La décision qui interviendra par application de l'article précédent ne pourra faire l'objet d'une nouvelle revision que trois ans après la date de la dite décision, sauf le cas de modifications profondes dans les conditions économiques. »

*Le Rapporteur,*  
J. VAN CAENEGEM.

*Le Président,*  
H. CARTON DE WIART.

---

Proposition de loi complétant la loi du 11 octobre 1919 relative à la réalisation et à la révision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre.

TEXTE AMENDÉ PAR LA  
COMMISSION.

ARTICLE UNIQUE.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 11 octobre 1919, relative à la réalisation et à la révision de certains contrats, conclus avant ou pendant la guerre :

E. Le dernier alinéa de l'article 7 de la loi du 11 octobre 1919 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

ART. 7. — De son côté, le pouvoir concédant pourra, en vue d'obtenir une diminution des taux de péage, demander la révision de la décision du Gouvernement, qui a accordé au concessionnaire une majoration momentanée de ces taux. Il sera statué par le Gouvernement sur la demande en révision introduite par le concessionnaire ou par le pouvoir concédant après qu'il aura pris obligatoirement l'avis d'un collège d'experts; celui-ci sera composé de trois membres : l'un désigné par le concessionnaire, le second par le pouvoir concédant et le troisième par le Gouvernement. Les parties en cause auront le droit de se faire entendre par le dit collège ou de se faire représenter devant lui par des techniciens ou des jurisconsultes.

Wetsvoorstel tot aanvulling der wet van 11 October 1919 betreffende de verbreking en de herziening van zekere contracten gesloten vóór of tijdens den oorlog.

TEKST GEWIJZIGD DOOR DE  
COMMISSIE.

EENIG ARTIKEL.

De volgende wijzigingen worden gebracht in de wet van 11 October 1919 betreffende de verbreking en de herziening van zekere contracten gesloten vóór of tijdens den oorlog :

I. De slotalinea van artikel 7 der wet van 11 October 1919 wordt ingetrokken en door den volgenden tekst vervangen :

ART. 7. — De overheid, die concessie verleent, kan harerzijds, ten einde eene vermindering der tolgelden te bekomen, vragen dat de beslissing van de Regeering, die eene tijdelijke verhooging dier gelden aan den concessiehouder heeft toegestaan, herzien worde. Over de aanvraag tot herziening, ingediend door den concessiehouder of door de overheid die concessie verleent, wordt uitspraak gedaan door de Regeering na advies van een college van deskundigen, dat zij verplicht is in te winnen; dit college moet bestaan uit drie leden, benoemd het eerste door den concessiehouder, het tweede door de overheid die concessie verleent, en het derde door de Regeering. De betrokken partijen kunnen eischen dat zij door gezegd college gehoord worden of kunnen zich voor dit college doen vertegenwoordigen door technici of rechtsgeleerden.

II. L'article 8 de la même loi est modifié comme il suit :

ART. 8. — Les tarifs en vigueur au moment de la demande en révision, dont il est question à l'article 7, seront appliqués à titre provisionnel, à partir de la date de l'accusé de réception par le Gouvernement de la dite demande.

La décision qui interviendra par application de l'article précédent ne pourra faire l'objet d'une nouvelle révision, que trois ans après la date de ladite décision, sauf le cas de modifications profondes dans les conditions économiques.

II. Artikel 8 van gezegde wet wordt gewijzigd als volgt :

ART. 8. — De tarieven bestaande bij het indienen van de aanvraag tot herziening, bedoeld bij artikel 7, worden bij voorbaat toegepast vanaf den dag, waarop de Regeering ontvangst meldt van genoemde aanvraag.

De bij toepassing van het vorig artikel getroffen beslissing kan slechts drie jaar naden datum van die beslissing opnieuw herzien worden, behoudens het geval van grondige wijzigingen in de economische toestanden.

---

(11)

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 5 FEBRUARI 1924.

---

Wetsvoorstel tot aanvulling der wet van 11 October 1919 betreffende de verbreking en de herziening van zekere contracten gesloten vóór of tijdens den oorlog <sup>(1)</sup>.

---

## VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE <sup>(2)</sup> UITGEBRACHT  
DOOR DEN HEER VAN CAENEDEM.

---

MIJNE HEEREN,

In hare vergadering van 6 December 1923, heeft de Bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van onderhavig wetsvoorstel, hetzelfde met eenparigheid harer leden goedgekeurd.

Wij achten het noodig u aan de verschillende trappen van de evolutie dier wet te herinneren, alsmede aan de levendige debatten welke zij veroorzaakte, en aan de geschillen die oprezen wegens de toepassing der Koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van deze wet. Niet met het inzicht een debat te heropenen over principieele quæstiën (gemeen recht, wederkeerigheid en wettelijkheid van toepassing) opgeworpen door de wet zelve, of over daarop betrekking hebbende koninklijke besluiten, maar wel om aan de Kamer de belangrijkheid en vooral de hoogdringendheid te doen begrijpen van het onderhavig wetsvoorstel, waarvan het doel is een eind te maken aan een onduldbaren en gevaarlijken toestand, zooniet voor het publiek dat zich uitgebuit denkt, dan toch voor zekere gemeentefinanciën die aangetast zijn in zulke verhoudingen dat de wetgever dit niet langer mag dulden :

1<sup>o</sup> Op 16 Juli 1919 keurde de Kamer in eerste lezing eene wet goed, betreffende het opzeggen van sommige vóór den oorlog gesloten contracten. Zij was zonder invloed op de concessiehouders der verlichtingsdiensten;

---

(1) Wetsontwerp, n<sup>o</sup> 253 (1922-23).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer CARTON DE WIART, bestond uit de heeren CLAES, HALLET, MARCK, PIERCO, SOUDAN, UYTROEVER, VAN CAENEDEM en WAUWERMANS.

2° Bij de stemming, in tweede lezing, heeft de Middenafdeeling, onder den vorm van een amendement, een nieuw artikel 7 voorgesteld, waardoor de voornoemde concessiehouders, mits zekere voorwaarden, eene *tijdelijke* verhooging konden bekomen van de bij overeenkomst bedongen prijzen. Dit amendement, door de Kamer in eerste lezing aangenomen, werd bij de tweede lezing verworpen.

3° De Senaat deed daarin het volgende amendement opnemen : « In elk geval moet deze tijdelijke verhooging der tolgelden in *verhouding zijn met de verhooging der lasten*. » Dit amendement vormt lid 2 van artikel 7, dat aldus gewijzigd ten slotte door de Kamer werd aangenomen.

Och de ervaring van meer dan drie jaar heeft bewezen dat dit lid zonder uitwerking is gebleven. Inderdaad, de verhooging der prijzen is noch *tijdelijk* noch in *verhouding* tot de verhooging der lasten.

Slotalinea 3 voegt er bij : « Over de aanvraag van den concessiehouder doet de Regeering uitspraak, nadat de concessiehouder en de overheid, die concessie verleent, zijn gehoord en de noodig geachte deskundigen op technisch gebied zijn geraadpleegd. »

In dit lid komt eene *ernstige leemte* voor, daar, volgens de bekentenis van den Minister van Binnenlandsche Zaken, op welke bekentenis in de Toelichting wordt gewezen, het aan den concessiehouder een rechterlijke macht verleent en kracht van gewijsde geeft, wanneer de tegenpartij, de concessiegever, geen recht heeft op verhaal. Dit wetsvoorstel heeft voor doel, in den geest van de voorstellers, de leemte aan te vullen en, dienvolgens, de doelmatigheid der wet naar billijkheid en gelijkheid te verzekeren.

4° Onderscheidene koninklijke besluiten werden genomen ter uitvoering der wet van 11 October 1919.

Een eerste besluit, gedagteekend 13 Februari 1920, niet toepasselijk op de openbare verlichting, besliste dat, voorloopig :

a) de gasprijzen zouden verhoogd worden met terugwerking van :

|            |                 |                        |
|------------|-----------------|------------------------|
| 25 centiem | per kub.-meter, | van af 1 December 1918 |
| 35 id.     | id.             | 1 Juni 1919            |
| 42 id.     | id.             | 1 October 1919         |

b) van af 1 Januari 1920 de prijzen zouden verhoogd worden met 32 centiem den kubiek meter, zonder dat de aldus verhoogde prijs boven 45 centiem mag gaan.

Een tweede besluit, gedagteekend 2 Maart 1920, regelde de electriciteitsprijzen als volgt :

|            |                  |                        |
|------------|------------------|------------------------|
| 65 centiem | per kilowatt-uur | van af 1 December 1918 |
| 85 id.     | id.              | 1 Februari 1919        |
| 95 id.     | id.              | 1 November 1919        |
| 1 frank    | id.              | 1 Januari 1920         |

Een derde koninklijk besluit besliste technische commissiën te benoemen, die

voor doel zouden hebben « op te sporen of het noodig was, en in welke mate, de contractuele prijzen zoowel voor gas als voor electriciteit te verhoogen ».

5° Het koninklijk besluit van 18 November 1920 deelt het officieel verslag mede van het Technisch Comité tot vaststelling van den gasprijs. Dit verslag stelt voor :

1° De verhoogingen voorloopig vastgesteld door het Koninklijk besluit van 13 Februari 1920 definitief te maken ;

2° Eene verhooging van den gasprijs toe te passen.

Deze prijsverhoging per kubiekmeter kolengas, rechtstreeks gefabriceerd door de gasfabrieken, kan naar de volgende formule worden berekend :

$$M = 0.0024 (C - c) + 0.09 (S - s).$$

Voor de electriciteit zal de verhoging worden bepaald door de formule :

$$M = 10 + P + 0.75 r.$$

Wij zullen hierna deze beide formules verklaren en bespreken.

Andere formules van tarifiering werden neergelegd in de Koninklijke Besluiten van 15 December 1920, 17 Februari, 19 April en 7 Mei 1921.

6° Al deze besluiten, welke de toepassing der technische formules rechtstreeks of onrechtstreeks als voorwerp hebben, zijn van kracht gebleven tot bij de bekendmaking van het besluit van 17 November 1923, waarin werd bepaald dat, op grond van de werkelijke verbetering van de hoedanigheid van de gedistilleerde kolen, de prijzen van het gas zouden verminderd worden met 2 t. h., met 5 t. h. of met 10 t. h., naar het geldt fabrieken waarvan de rechtstreekse productie jaarlijks niet 1,500,000 kubiek meter overschrijdt, of het ondernemingen geldt waarvan de productie minder is dan 3 miljoen kubiek meter of hoger dan deze hoeveelheid.

De gevolgen van de toepassing der verschillende Koninklijke besluiten, getroffen in uitvoering van artikel 7 van de wet van 11 October 1919, hebben geleid tot overdreven vergunningsrechten, die zich doen gelden :

a) ten voordeele van de vergunninghoudende maatschappijen, door abnormale winsten, en als gevolg daarvan, door aanzienlijke stijgingen van hare titels ter Beurs ;

b) ten nadeele van de vergunningschenkende overheden, door eene algemeene ontevredenheid onder de bevolking, en door Begrootingen die, vergeleken met den vooroorlogischen toestand, buiten alle gezonde verhouding overvoerd zijn.

### Overdreven winsten.

De boekhouding van de betrokken regie van Schaarbeek, Sint-Joost-ten-Noode en Brussel wijst, voor het dienstjaar 1922, op eene bruto winst van 6.289,000 frank, voor een kapitaal van 13.815,600 frank.

Een berekening van den gekenden deskundige, den heer Dandois, toont aan

dat, indien de regie de tarieven van de Regeeringsformule had toegepast, zij eene zuivere winst van 5,783,000 frank zou gemaakt hebben, hetzij ongeveer 42 t. h. van het aangewend kapitaal; zij had als dividend 60 t. h. van het nuttig aangewend aandeelenkapitaal kunnen uitkeeren.

De winst gemaakt per geleverden kubiekmeter gas beloopt fr. 0.245 op een verkoopprijs van fr. 0.515, dit is 48 t. h. Die nitslag is niet een alleenstaand feit.

De regie van het gas van Sint-Gillis heeft eene bruto winst gemaakt van 2,468,400 frank.

Door toepassing van de Regeeringsformule had zij eene zuivere winst gemaakt van 2,079,800 frank voor den verkoop van 9,758,500 kubiekmeter gas, hetzij fr. 0.21 den kubiekmeter voor een verkoopprijs gelijk aan fr. 0.515, dit is 40 t. h.

Wij zouden die voorbeelden kunnen vermenigvuldigen, zelfs algemeen maken, met inachtneming evenwel van de zeldzame uitzonderingen die enkel de algemeene regel bevestigen.

Wij betreuren dat het Departement van Binnenlandsche Zaken ons niet de inlichtingen heeft kunnen verschaffen gevraagd om onze studie te volledigen; de balansrekeningen en alle andere nuttige gegevens konden ons niet worden medegedeeld.

Die « schitterende » maar gemakkelijke financieele uitslagen van deze Gasmaatschappijen hebben natuurlijk hun terugslag gehad op de waarden genoteerd ter Beurs.

Wij vernemen door « L'Argus Financier » van 11 December 1923, dat de aandeelen van de « Société Générale belge d'Entreprises électriques » van 650 frank in 1914 gestegen zijn tot 4,450 frank in December 1923; de « Intercommunale belge de l'Électricité » stijgt van 320 op 15,500 frank; de « Électricité Nord de la Belgique » van 460 frank op 5,780 frank. Op 16 Januari 1924 stonden de nominale waarden van de « Lumière et Force motrice S. Ost » aan 3,050 frank; de nominale waarden van 500 frank van de « Éclairage et Chauffage par le Gaz » stonden aan 2,505 frank.

Indien voor enkele dezer waarden, dit hooge cijfer gedeeltelijk te danken is aan de speculatie, is het niet minder waar dat deze uitslagen enkel bereikt worden door winsten die wij woekerwinsten noemen, indien zij, zoo wel voor het gas als voor de electriciteit, niet bereikt werden door de toepassing van wettelijke, ofschoon klaarblijkend verkeerde, formules.

De fouten werden inderdaad duidelijk bewezen door de uitslagen die wij hebben opgenoemd.

Als bevestiging willen wij het ook wetenschappelijk bewijzen.

De prijsverhooging van het gas :

$$M = 0.0024 (C - c) + 0.09 (S - s)$$

hangt volgens deze formule alleen af van twee veranderlijke factoren : de standaardprijs van de kolen en het loon per uur van de arbeiders bij de gasovens.

Streng genomen is dit onjuist : practisch, ten minste binnen zekere grenzen, is het aanneemlijk :

- C vertegenwoordigt den huidigen prijs van de ton standaardkolen.
- c den prijs van de standaardkolen in 1914.
- S het tegenwoordig uur-loon.
- s het uur-loon in 1914.

Deze formule werd in 1920 inderhaast vastgesteld door een bijzonder technisch Comité waarvan de achtbaarheid en de bevoegdheid niet kunnen betwisteld worden.

Maar de formules, opgemaakt onder den drang der omstandigheden van 1920, toen er geen voldoende gegevens waren om eene algemeene formule vast te stellen die altijd en overal en bij elke gelegenheid kan toegepast worden op al de categorieën van maatschappijen zooals op alle stelsels van exploitatie, moest onvermijdelijk leiden tot verrassingen en misrekeningen.

De twee veranderlijke factoren van de formule, de kostende prijs van de kolen en het uur-loon, dragen elk een vasten coëfficiënt. Daar ligt m. i. de fout. Inderdaad het technisch verslag zegt dat de coëfficiënt van den factor kolen vastgesteld werd met inachtneming van :

- 1° Den invloed van den verkoop der onderproducten ;
- 2° De stijging van de onderhouds- en exploitatiekosten ;
- 3° De stijging van de financieele lasten.

De hypothese van de verhouding der twee laatste gegevens met de schommeling van den kolenprijs kan verdedigd worden voor een afzonderlijk geval en in bepaalde omstandigheden, zooals bij voorbeeld in 1920, maar zeker niet in den huidige toestand noch voor de meerderheid der gevallen. Dit is *eene eerste vergissing* in het vaste coëfficiënt.

Eene tweede vermoedelijke dwaling — ten minste in den huidige toestand en volgens het verder geciteerd verslag De Loof, — komt voort uit de bewering van het technisch comité, wanneer het verklaart, dat de loonen zijn gestegen in aanzienlijker verhouding dan de kolen. Wij bevinden immers, dat reeds in Juli 1920 de prijs der kolen, die in 1914 24 frank bedroeg per geleverde ton, gestegen is tot 128 frank, dat is vijf maal en een derde meer dan in 1914, terwijl de verhooging der loonen op denzelfden datum was  $\frac{2,00}{0,50} = 4$ .

In 1923 zijn deze verhoudingen gestegen onderscheidenlijk tot zeven voor de kolen en tot vijf voor de loonen.

Eene derde vergissing, waarvan de gevolgen bijzonder zwaar drukken op de gemeentefinanciën en hoofdzakelijk op den geest van sommige vooroorlogsche contracten, bestaat in het toepassen van eene zelfde tarievenverhoging voor al de verbruikers zonder onderscheid en wat ook de bestemming weze van het gas : openbare verlichting, motorkracht, industrieel gebruik, private verwarming of verlichting.

De vergissing springt vooral in het oog wanneer men de vergelijking maakt

tusschen de prijzen van de openbare verlichting met deze van de private verlichting, eenerzijds vóór en anderzijds na den oorlog. (Zie de dikke zwarte lijnen van het onderste diagramma.)

Inderdaad, de contracten die wij hebben kunnen raadplegen werden gesloten aan veel voordeligere voorwaarden voor de openbare verlichting dan voor de private verlichting.

Eenige waarborgen zelfs de kosteloze openbare verlichting; andere staan verminderingen toe van 60 t. h., 70 t. h., 80 t. h. Zoo werd, volgens een verslag van de gemeente, te Elsene de verlichting verzekerd door forfaitaire prijzen toepasselijk op elk model van lantaarn, prijzen waarvan het totale bedrag per m<sup>3</sup> gas dit zou doen komen op fr. 0.0376, terwijl de private verlichting neerkwam op fr. 0.14 den kubiekmeter.

Het is duidelijk dat de vergunninghouder deze bedragen in het contract heeft vastgesteld wijl hij rekening hield met het gasverbruik te leveren aan zijne verschillende cliënten, met de zekerheid dat de verliezen geleden op de openbare verlichting ruimschoots zouden vergoed worden door de winsten op de private verlichting en op de leveringen van gas voor het nijverheidsgebruik.

Verliezen wij niet uit het oog dat de verminderingen toegestaan aan de openbare verlichting, ten andere heelemaal gewettigd als onrechtstreeksche vergoedingen voor de huur van de openbare wegen, een der beginselvoorwaarden zijn van de contracten voor de verlichting.

Welnu, de toepassing van de Regeeringsformule herleidt ze tot niets.

Het is inderdaad gemakkelijk te bewijzen (zie diagramma II) dat, van het oogenblik af waarop de prijs van de kolen 50 frank de ton bereikt, en het uurloon fr. 1.25, het tegenwoordig tarief van de openbare verlichting aanzienlijk den kostenden prijs van het gas overschrijdt. Daarom mogen wij zeggen dat de regeeringsformule de grondslagen van de contracten vernietigt.

Onze besluiten, waarin wij de Kamer verzoeken het wetsvoorstel aan te nemen, zijn gesteund op de volgende beschouwingen :

a) Sommige maatschappijen, vooruitlopend op de wettelijke verplichting, hebben, in ruil voor eene verlenging van concessie, van hand tot hand het contract herzien, en aan de vergunningschenkende overheden veel gunstiger voorwaarden aangeboden dan deze welke voortvloeien uit de Regeeringsformule. Dit is het geval voor Etterbeek, Anderlecht, Auderghem, Sint-Jans Molenbeek, enz. ;

b) Het Koninklijk besluit van 17 November 1923 verplicht de vergunninghouders tot eene teruguitkeering van 2 t. h., 5 t. h. of 10 t. h. volgens de belangrijkheid van de betrokken fabrieken.

De hoedanigheid van de kolen, door dit besluit aangehaald, schijnt enkel een voorwendsel te zijn, en geen beweegreden. Dit besluit werd klaarblijkend ingegeven door de vaststelling dat de gemaakte winsten niet meer geëvenredigd zijn aan de lasten en bijgevolg niet meer vereenbaar zijn met lid 2 van artikel 7 der wet van 11 October 1919.

**Kostende prijs van het lichtgas.**

Steunend op de gegevens van het verslag, gericht tot het gemeentebestuur van Mechelen door den heer R. De Loof, deskundig ingenieur en gewezen bestuurder van de gasfabrieken van Aalst en Mechelen, verslag dat totdusverre niet werd tegengesproken, kon de kostende prijs van den kubiek meter gas in 1920 vastgesteld worden als volgt :

Prijs van de geleverde kolen : 128 frank de ton Waarvan af te trekken :

|                                                   |     |          |
|---------------------------------------------------|-----|----------|
| a) Voor den verkoop van cokes . . . . .           | fr. | 62       |
| b) Voor den verkoop van teer . . . . .            |     | 5        |
| c) Voor den verkoop van ammoniaksulfaat . . . . . |     | 8        |
| Te ZAMEN. . . . .                                 |     | <hr/> 75 |

Vandaar de netto kostprijs van eene ton kolen = 53 frank welke minimum 270 kubiek meter lichtgas opleveren.

De kolen komen dus in de fabricatie voor  $\frac{53}{270} = 20$  centiem den kubiek meter.

Het uurloon, voor 0,115 frank den kubiek meter.

De algemeene kosten en de administratie voor fr. 0.054 den kubiek meter.

In het geheel, na aftrek van de aflossingskosten en van de normale winsten : 36 centiem den kubiek meter.

Welnu, de verkoopprijs, bekomen door de toepassing van de Regeeringsformule, bedraagt fr. 0.525 den kubiek meter. Daaruit volgt eene zuivere winst van fr. 0.165 den kubiek meter.

Die uitslag liet in 1920 aan eene fabriek van gemiddelde grootte toe een dividend uit te heeren van meer dan 25 t. h. voor het aangewend kapitaal.

Bij de ontleding van de Regeeringsformule zien wij dat die uitslag in 1921 te voorzien was. En nochtans, al schenen deze winsten van de exploitatie van een Openbaren Dienst ons overdreven, zijn wij geneigd te gelooven dat het publiek ze in het vervolg zou aangenomen hebben, indien de doorlopende stijging van de prijzen der kolen niet duidelijk bewezen had dat de anomalie scherper werd in denzelfden zin en in dezelfde verhouding.

Zooals de uitslagen van Schaarbeek en Sint-Gilles het ons bewijzen, verergerde deze toestand ten nadeele van den abonnent, en vooral ten nadeele van de gemeentekas, welke, zooals die van Elsene, bezwaard is in ondraagbare verhoudingen : 1083 t. h. verhooging. Deze vastgestelde verhooging stemt juist overeen met het diagramma n<sup>o</sup> 2 bij dit verslag gevoegd.

De voorafgaande berekeningen, evenals de diagramma's, toegepast op den huidige toestand, leiden tot de volgende uitslagen :

De netto kostende prijs van een kubiekmeter lichtgas gaat niet hooger dan 40 centiem, wanneer, bij toepassing der wettelijke formule, de verkoopprijs 68 centiem bereikt.

Vandaar een zuivere winst van 28 centiem per kubiekmeter, of 70 t. h.

Wel is waar, sedert het in voege treden van het Koninklijk besluit van 17 November 1923, wordt deze winst beperkt op 21 centiem, hetzij 52 t. h. van den kostenden prijs.

Deze uitslag is nog overdreven, inzonderheid waar het een openbaren dienst betreft. Hij is voorzeker onvereinbaar met den geest der bestaande wet, daar de winsten niet stroken met de lasten.

De berekening en de tabellen tot staving van de proefneming bewijzen dus dat, ondanks het Koninklijk besluit van 17 November 1923, de toestand abnormaal blijft.

De thesis van ontmaking, verdedigd door den achtbaren heer Carton de Wiart, alsdan minister van Binnenlandsche Zaken, — aan welke thesis in de Memorie van Toelichting herinnerd wordt, — verlamt echter op juridische wijze de eventueel benadeelde concessiegevende overheden.

Inderdaad, beide partijen genieten niet de rechtsgelijkheid.

Juist daartoe dient het onderhavig wetsvoorstel.

Het komt ons ook betreurenswaardig voor te moeten vaststellen dat de verhooging der winsten, blijkend uit de toepassing eener wettelijke formule, vooral beïnvloed wordt door de verhooging van den prijs der steenkolen en veel minder door de verhooging van het uurloon.

Inderdaad, eene huidige verhooging van 10 t. h. op den gasprijs zou aanleiding geven tot eene wettelijke verhooging van 6.4 t. h. van den verkoopprijs van het gas, wanneer eene verhooging van 10 t. h. op het uurloon slechts 3,7 t. h. wettelijke verhooging op den verkoopprijs van het gas zou medebrengen.

Wij besluiten : De verhoogingsformule is verkeerd in hare *tegenwoordige* toepassingen, en de missingen, die ten goede komen aan de concessionnarissen, nemen toe in rechtstreeksche verhouding tot den prijs der steenkolen.

Deze gevolgtrekking wordt aangegeven door de bovenste lijnen der twee graphische tabellen bij dit verslag gevoegd.

Hoewel onze taak van verslaggever het ons niet rechtstreeks oplegt, willen wij toch, als resultaat van technische en financiële gegevens, de volgende verhoogingsformule aangeven :

$$M = 0,0016 (C - c) + 0,08 (S - s).$$

Van den beginne af toegepast, zou zij tot de volgende gasprijzen hebben geleid :

In 1921 en 1922 : 41 centiem in plaats van 51 centiem, voor een kostenden prijs = 30 centiem (gemiddeld).

Begin 1923 : 49 centiem in plaats van 62 centiem, voor een kostenden prijs = 38 centiem (gemiddeld).

Thans : 52 centiem in plaats van 68 centiem, voor een kostenden prijs = 40 centiem (gemiddeld).

(Deze laatste prijs wordt verminderd op 61 centiem, dank zij de toepassing van het koninklijk besluit van 17 November 1923.)

Daarenboven, zou deze formule, in gelijke verhouding, belang hebben gehad voor de prijsverhooging der steenkolen en de loonsverhooging.

De lijn van het diagramma toont ten andere dat de opwerpingen die wij aanvoeren tegen de Regeeringsformule niet kunnen ingeroepen worden tegen onze formule, tenzij in het geval dat grondige wijzigingen zich voordeden in den economischen toestand.

Het scheen ons van belang op grafische wijze aan te geven de schommelingen van de kostende prijzen en van de gas-verkoopprijzen, en dezelve te vergelijken met de contractueele prijzen zoowel voor wat betreft de private verlichting als de openbare verlichting.

De veelzeggende aanduidingen maken alle verder commentaar overbodig : de roode kleur geeft den kostenden prijs aan, de groene kleur de normale winst, de blauwe tint de overdreven winst (overdreven omdat het vooral een openbaren dienst geldt).

#### Electrische verlichting.

De Regeeringsformule van den loopenden verkoopprijs der electriciteit — door den registrator gemeten en verstrekt door eene stoomcentrale — wordt uitgedrukt in centiemmen per kilowatt-uur door de algemeene formule :

$$P_n = P_a + 10 + P + 0.75 r.$$

$P_a$  beteekent den contractueelen prijs (gemiddeld 50 centiem).

$P$  den kostenden prijs in franken per ton steenkolen (type IV of daarmee gelijk te stellen).

$r$  = de verhouding tusschen de minimum vervoertarieven van na en vóór den oorlog.

Het is klaar dat deze formule, welke verondersteld wordt toepasselijk te zijn op zekere bijzondere gevallen en in eene bepaalde omstandigheid, lijdt aan een overdreven empirisme, om alleen rekening te houden met een enkele variante : de steenkolenprijs (de factor  $r$  mag ter zijde worden gelaten) die overigens niet de belangrijkste factor is van den kostenden prijs van den electrischen stroom.

Overdreven empirisme : inderdaad, indien de steenkolenprijs wordt teruggebracht tot dien van vóór den oorlog (16 frank per ton), zal de prijs der electriciteit niet beneden 77 centiem per kilowatt-uur dalen, wanneer de vooroorlogische prijs niet 50 centiem per kilowatt-uur overtrof.

Indien zelfs de steenkool kosteloos wordt geleverd, zal de abonnent voortaan, voor zijne verlichting, 55 centiem per kilowatt-uur betalen, wanneer men rekening houdt met het koninklijk besluit van 17 November 1923. Doch indien de steenkool aan 100 en aan 200 frank de ton staat, stijgt het verlichtings-tarief voor de private personen onderscheidenlijk tot fr. 1.56 en fr. 2.60 per kilowatt-uur.

De electrische verlichting door de groote thermische centrales is nog te jong van bestaan om met zekerheid het belang en de verhouding te kunnen bepalen van de onderscheidene bestanddeelen die op haar kostenprijs invloed oefenen. Doch, van nu af aan, is het onbetwistbaar dat andere factoren dan de prijs der steenkolen, een aanzienlijke rol spelen in de vaststelling van den eenheidsprijs per kilowatt-uur; zoo bij voorbeeld de onderhouds- en bedrijfskosten van het net, de financieele en bestuurlijke lasten.

Welnu in de regeeringsformule worden al deze factoren ondersteld te zijn begrepen in den term *P* en, dienvolgens, in verhouding te staan tot dien term. Dit schijnt evenzoo te zijn voor wat betreft den interest der belegde kapitalen.

Dit is voorzeker niet aan te nemen, tenzij men de stelling verdedigt dat, waar de kroozen der Staatsfondsen sedert 1914 niet verdubbeld zijn, de private kapitalen — zelfs wanneer zij belegd zijn in de exploitatie van een Openbaren dienst — dividenden moeten verzekeren in verhouding tot de verhooging der steenkolenprijzen.

Zoo de invloed van zekere factoren op den kostenden prijs van den electrischen stroom, geleverd door de groote centrales, nog onvoldoende is bepaald, geldt dit niet voor den factor steenkool, waarvan de rechtstreeksche invloed op volmaakte wijze kan vastgesteld worden.

Inderdaad, een moderne stroomturbine, als dynamo-stroomomzetter der calorieke beweegkracht in electrische beweegkracht, verbruikt niet meer dan 2 kilogram steenkool (aangegeven en theoretische omzetting : 750 gram per paardenkracht) per kilowatt-uur, te weten : dat de factor steenkool in de voortbrengingskosten tusschenkomt in verhouding van 20 centiem per kilowatt-uur steenkool verondersteld geleverd tegen 100 frank per ton.

Doch de wettelijke formule laat toe te verkoopen tegen fr. 1,56 per kilowatt-uur.

De som van al de overige factoren van den kostenden prijs zou alzoo als dekking hebben :  $1,56 - 0,20 =$  fr. 1,36 per verkocht kilowatt-uur.

Welnu, de electrificatie van de provincie Limburg leert ons dat eene electrische centrale met eene kracht van 10.000 kilowatt, bestemd om geheel het provinciaal net te bedienen — aangebracht in zeer bezwaarlijke naoorlogsche voorwaarden en in eene provincie met eene verspreide cliënteel — een kapitaal van 50 miljoen frank zou opsorpen.

In de gewone onderstelling van eene evenredigheid van 20 % jaarlijks op dit aangewend kapitaal terug te winnen (het omvat geen industriele kapitalen) als dekking van de interesten, aflossingen, bedrijfs- en bestuurskosten, financieele lasten en zuivere winsten, laat dit eene ruime winst van 10.000.000 frank per jaar veronderstellen.

Het ware dus voldoende dat de centrale met volle lading werkte gedurende

$$\frac{10.000.000}{1,36 \times 365 \times 10.000} = 2 \text{ uur per dag,}$$

opdat de onderneming behoorlijk vergeldend zou zijn.

Doch wij zouden door een gelijkaardige berekening kunnen aantoonen dat, in de vooroorlogsche toestanden, de werking met volle lading zou moeten verzekerd zijn gedurende ongeveer vijf uren per dag opdat de onderneming een goede financieele opbrengst zou geven.

Wanneer de economische toestanden zoo erg zouden worden dat de prijs der steenkolen 200 frank per ton bereikte, ware het voldoende dat er gedurende drie kwart uren op volle lading werd gewerkt om dien uitslag te bereiken. Ziedaar door een wel is waar eenvoudige berekening onze thesis bevestigd : « de onregelmatigheid wordt erger naar mate de steenkool in prijs stijgt; ziedaar waarom de bestaande wet moet aangevuld worden ».

Wij weten wel dat de belangrijkheid van zulk een centrale op gunstige wijze den kostenden prijs van den electrischen stroom beïnvloedt; doch dat neemt niet weg dat de kleine gemeentelijke Centrale van Tongeren den stroom verkocht tegen 1 frank per kilowatt-uur, wanneer de toepassing der wettelijke formule toeliet hem te verkoopen tegen fr. 1.35 per kilowatt-uur.

De concessiehouders der electrische verlichting wijzen op de economische belangrijkheid van de electriciteitsverbruik en op haar grooten invloed op den economischen toestand van het land in 't algemeen. Gewis, maar dit rechtvaardigt althans niet de immer aanzwellende winsten tot groot nadeel van den abonnent en de gemeentekas, alsmede ten nadeele van de Staatsrenten wier consolidatie niet minder noodzakelijk is voor de concessiehouders als voor de overige burgers.

De concessiehouders merken aan dat, wanneer de coëfficiënt der levensduurte tot 460 stijgt, het index van den gasprijs niet 370 overschijdt en dat der electriciteit beneden 300 blijft. Dit argument is niet afdoende om te bewijzen dat het index van den gasprijs evenredig moet zijn aan dat van den verkoopprijs in 't klein.

Inderdaad, niemand zal aannemen dat, om te believen aan den abonnent, de concessiehouder er vrijwillig zal in toestemmen om 90 t. h. vermindering toe te staan op het gas, 160 t. h. op de electriciteit.

Gezien de reeds gemelde schitterende financieele uitslagen is het dus noodig te onderzoeken of de verhoogingscoëfficiënten 370 en 300 niet overdreven zijn.

De verhouding van het index van het gas tot dat van de verkoopprijzen in 't klein zijn eerder een bewijs dat dit laatste niet kan aangenomen worden als criterium van het eerste.

Al deze berekeningen, die kunnen eenzijdig schijnen bij gemis aan tegensprekelijke gegevens, maar bevestigd door te controleeren uitslagen, laten ons toe, voor de electriciteit (hoewel op minder volstreekte wijze) besluiten te trekken van denzelfden aard als die waartoe wij werden gebracht door de wettelijke prijzen vastgelegd door de formule « gas » : uit de gelijkheid van gevolgen is het mogelijk te besluiten tot de gelijkheid van oorzaken.

Wij zijn van meening dat eene algemeene formule van verhooging niet aanneembaar is voor geheel het land noch voor al de omstandigheden.

**BESLUITEN.**

Uwe Commissie was evenwel van meening dat het doel, nagestreefd door de voorstellers, de heeren Buyl *c. s.* kon worden bereikt :

1<sup>o</sup> Door aan beide partijen, concessiehouder en concessieschenker, het recht van initiatief te verleenen, recht dat door de tegenwoordige wet alleen aan den concessiehouder wordt verleend;

2<sup>o</sup> Door de Regeering te verplichten, voor dat zij hare beslissingen treft, het advies te vragen van een College van drie deskundigen, waarin elke partij een afgevaardigde zou tellen;

3<sup>o</sup> Door aan den concessiehouder en den concessieschenker toe te laten hunne belangen te verdedigen voor dit College, hetzij zij zelf, hetzij door deskundigen of juristen.

Om tot dien uitslag te komen, stelt uwe Commissie u voor, in het wetsvoorstel de volgende wijzigingen te brengen :

a) De slotalinea van artikel 7 der wet van 11 October 1919 wordt ingetrokken en door den volgenden tekst vervangen :

« De overheid, die concessie verleent, kan harerzijds, ten einde eene vermindering der tolgelden te bekomen, vragen dat de beslissing van de Regeering, die eene tijdelijke verhooging dier gelden aan den concessiehouder heeft toegestaan, herzien worde.

» Over de aanvraag tot herziening, ingediend door den concessiehouder of door de overheid die concessie verleent, wordt uitspraak gedaan door de Regeering na advies van een college van deskundigen, dat zij verplicht is in te winnen; dit college moet bestaan uit drie leden, benoemd het eerste door den concessiehouder, het tweede door de overheid die concessie verleent, en het derde door de Regeering. De betrokken partijen kunnen eischen dat zij door gezegd college gehoord worden of kunnen zich voor dit college doen vertegenwoordigen door technici of rechtsgeleerden. »

b) Artikel 8 van gezegde wet wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 8. — De tarieven bestaande bij het indienen van de aanvraag tot herziening, bedoeld bij artikel 7, worden bij voorbaat toegepast vanaf den dag, waarop de Regeering ontvangst meldt van genoemde aanvraag.

» De bij toepassing van het vorig artikel getroffen beslissing kan slechts drie jaar na den datum van die beslissing opnieuw herzien worden, behoudens het geval van grondige wijzigingen in de economische toestanden. »

*De Verslaggever,*  
J. VAN CAENEGEM.

*De Voorzitter,*  
CARTON DE WIART.

---

Proposition de loi complétant la loi du 11 octobre 1919 relative à la réalisation et à la révision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre.

TEXTE AMENDÉ PAR LA  
COMMISSION.

ARTICLE UNIQUE.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 11 octobre 1919, relative à la réalisation et à la révision de certains contrats, conclus avant ou pendant la guerre :

I. Le dernier alinéa de l'article 7 de la loi du 11 octobre 1919 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

Art. 7. — De son côté, le pouvoir concédant pourra, en vue d'obtenir une diminution des taux de péage, demander la révision de la décision du Gouvernement, qui a accordé au concessionnaire une majoration momentanée de ces taux. Il sera statué par le Gouvernement sur la demande en révision introduite par le concessionnaire ou par le pouvoir concédant après qu'il aura pris obligatoirement l'avis d'un collège d'experts; celui-ci sera composé de trois membres : l'un désigné par le concessionnaire, le second par le pouvoir concédant et le troisième par le Gouvernement. Les parties en cause auront le droit de se faire entendre par le dit collège ou de se faire représenter devant lui par des techniciens ou des jurisconsultes.

Wetsvoorstel tot aanvulling der wet van 11 October 1919 betreffende de verbreking en de herziening van zekere contracten gesloten vóór of tijdens den oorlog.

TEKST GEWIJZIGD DOOR DE  
COMMISSIE.

EENIG ARTIKEL.

De volgende wijzigingen worden gebracht in de wet van 11 October 1919 betreffende de verbreking en de herziening van zekere contracten gesloten vóór of tijdens den oorlog :

I. De slotalinea van artikel 7 der wet van 11 October 1919 wordt ingetrokken en door den volgenden tekst vervangen :

Art. 7. — De overheid, die concessie verleent, kan harerzijds, ten einde eene vermindering der tolgelden te bekomen, vragen dat de beslissing van de Regeering, die eene tijdelijke verhooging dier gelden aan den concessiehouder heeft toegestaan, herzien worde. Over de aanvraag tot herziening, ingediend door den concessiehouder of door de overheid die concessie verleent, wordt uitspraak gedaan door de Regeering na advies van een college van deskundigen, dat zij verplicht is in te winnen; dit college moet bestaan uit drie leden, benoemd het eerste door den concessiehouder, het tweede door de overheid die concessie verleent, en het derde door de Regeering. De betrokken partijen kunnen eischen dat zij door gezegd college gehoord worden of kunnen zich voor dit college doen vertegenwoordigen door technici of rechtsgeleerden.

II. L'article 8 de la même loi est modifié comme il suit :

ART. 8. — Les tarifs en vigueur au moment de la demande en révision, dont il est question à l'article 7, seront appliqués à titre provisionnel, à partir de la date de l'accusé de réception par le Gouvernement de la dite demande.

La décision qui interviendra par application de l'article précédent ne pourra faire l'objet d'une nouvelle révision, que trois ans après la date de ladite décision, sauf le cas de modifications profondes dans les conditions économiques.

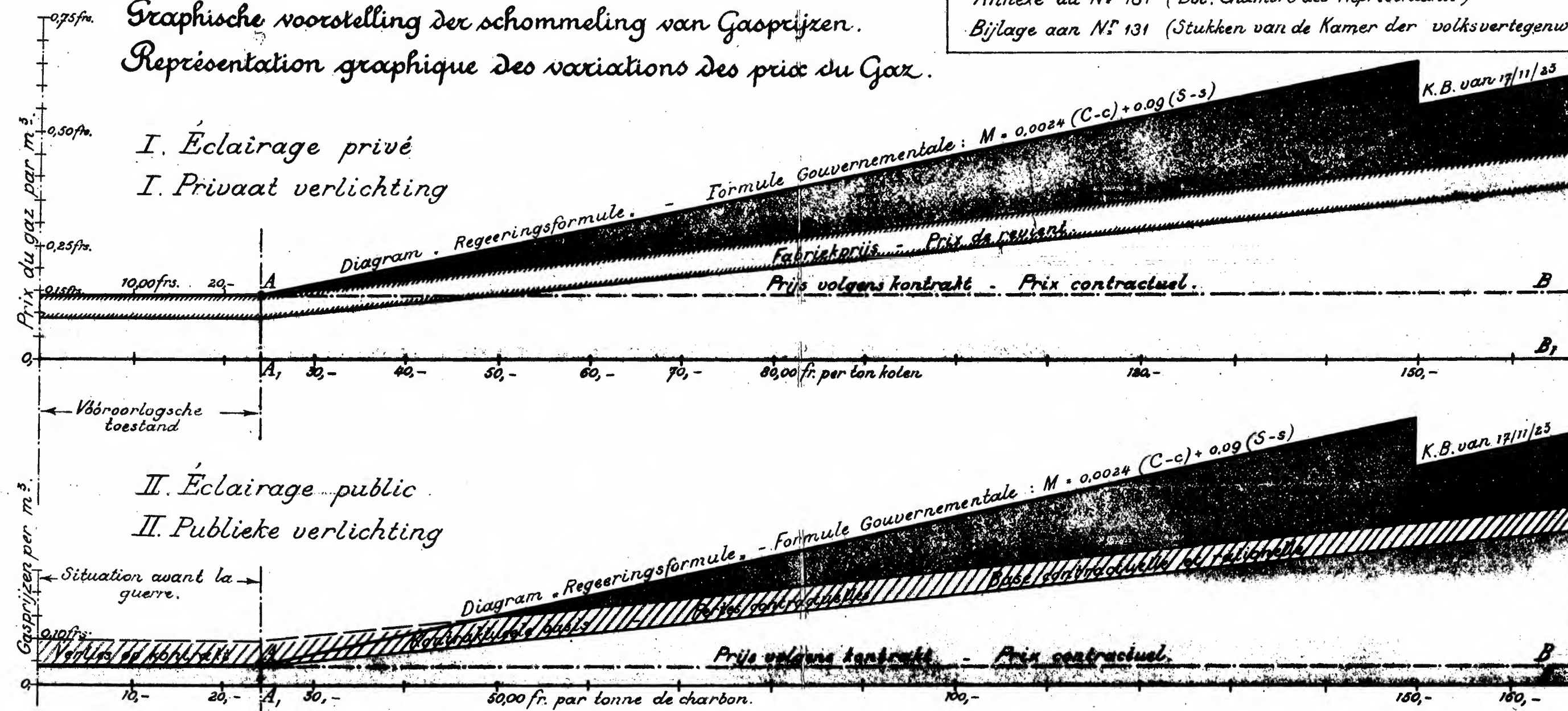
II. Artikel 8 van gezegde wet wordt gewijzigd als volgt :

ART. 8. — De tarieven bestaande bij het indienen van de aanvraag tot herziening, bedoeld bij artikel 7, worden bij voorbaat toegepast vanaf den dag, waarop de Regeering ontvangst meldt van genoemde aanvraag.

De bij toepassing van het vorig artikel getroffen beslissing kan slechts drie jaar naden datum van die beslissing opnieuw herzien worden, behoudens het geval van grondige wijzigingen in de economische toestanden.

Graphische voorstelling der schommeling van Gasprijzen.  
Représentation graphique des variations des prix du Gaz.

Annexe au N° 131 (Doc. Chambre des Représentants)  
Bijlage aan N° 131 (Stukken van de Kamer der volksvertegenw.)

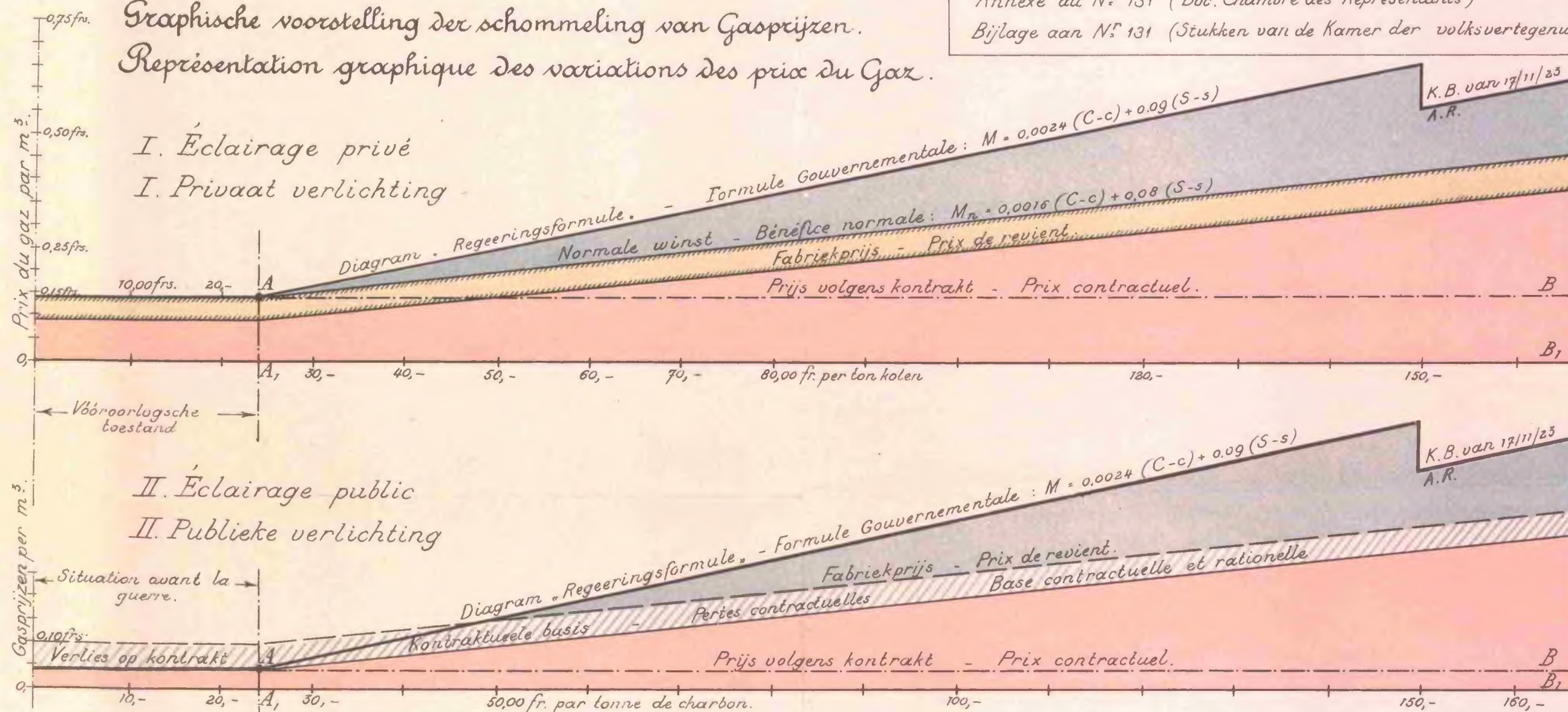


= Straatverlichting - Éclairage public.  
 = Huisverlichting - Éclairage privé. } Voóroorlogsche verhouding = Proportion d'avant guerre.

= Straatverlichting - Éclairage public.  
 = Huisverlichting - Éclairage privé. } Naoorlogsche verhouding = Proportion d'après guerre.

Graphische voorstelling der schommeling van Gasprijzen.  
 Représentation graphique des variations des prix du Gaz.

Annexe au N° 131 (Doc. Chambre des Représentants)  
 Bijlage aan N° 131 (Stukken van de Kamer der volksvertegenw.)



**■** = Straatverlichting = Éclairage public.  
**■** = Huisverlichting = Éclairage privé. } Vooroorlogse verhouding = Proportion d'avant guerre.

**■** = Straatverlichting = Éclairage public.  
**■** = Huisverlichting = Éclairage privé. } Naoorlogse verhouding = Proportion d'après guerre.